



SEMINAIRE D'ETE 2015 DU CAC : *POURQUOI AGISSONS-NOUS ? COMMENT AGIR ENSEMBLE DANS LA DUREE ?*

6 juillet après midi

Perspectives d'évolution du capitalisme, enjeux écologiques et sens de l'action collective

contribution de Didier Minot

Nous partageons avec de nombreux auteurs la conviction que quelque chose d'énorme se profile à l'horizon. Nous avons affaire à une crise systémique¹ très importante qui résulte de la conjonction de plusieurs changements majeurs, liés entre eux dont chacun met en jeu à lui seul l'avenir de nos sociétés. Ce n'est toutefois pas une raison pour sombrer dans le pessimisme. L'objet de cet exposé est d'analyser la nature probable des défis et des opportunités et des actions possibles qui se présenteront à nous et d'en débattre.

Trois parties dans cet exposé : l'avenir du capitalisme, l'évolution de la crise écologique, les combats politiques qui en découlent, avec en conclusion une invitation à retrouver le sens de l'action collective.

1. Questions autour de l'avenir du capitalisme

Dans un livre récent, « le capitalisme a-t-il un avenir ? » 5 auteurs américains (d'accord sur l'essentiel mais pas sur tout) s'interrogent et avancent des éléments d'analyse qui peuvent nous aider à mieux voir les enjeux.

La fragilisation croissante du système capitaliste va-t-elle conduire à son effondrement ?

D'après **Immanuel Wallerstein**, il y a bonne de bonnes raisons de croire à un effondrement prochain du système capitaliste. Étudiant le capitalisme depuis ses origines il y a 500 ans, il montre que la financiarisation du capitalisme, qui s'est déjà produite à plusieurs reprises dans l'histoire, correspond à la phase déclinante d'un cycle long, mais qu'aujourd'hui les facteurs qui ont permis au système de rebondir se sont épuisés. Malgré son dynamisme, celui-ci se heurte à des limites systémiques avec l'accroissement des coûts sociaux et environnementaux, à l'augmentation des salaires, y compris des salaires des cadres qui s'approprient une fraction croissante des revenus d'entreprises, l'augmentation du coût des matières premières et de l'élimination des déchets, l'augmentation des prélèvements fiscaux avec la complexification croissante de la société et le développement des phénomènes de mafias et de corruption (sorte d'impôt privé).

Randall Collins arrive aux mêmes conclusions, à partir de phénomènes différents. Il met l'accent sur la paupérisation des classes moyennes sous l'impact des nouvelles technologies de l'information et de la communication, autant dans les pays du Nord que dans le reste du monde. Jusque dans les années 80, la mécanisation concernait essentiellement le travail manuel. La vague actuelle d'innovations technologique affecte désormais le travail administratif et les emplois de la classe moyenne. Les disparitions d'emplois qui en résultent ne sont pas compensées par une création de nouveaux emplois. C'est désormais le secteur des services qui affecté, alors qu'il emploie 70 % de la population active (développement des caisses automatiques supermarchés, remplacement des postiers par des machines à affranchir, etc.). Même les traders sont remplacés par le trading à haute fréquence (THF) réalisé par des machines.

Graig Calhoun estime qu'un capitalisme réformé pourrait être sauvé, si une fraction suffisamment éclairée des décideurs capitalistes assume leurs responsabilités et affronte les coûts systémiques de leur action. Mais

¹ Nous employons le mot système pour signifier que les dimensions économique, sociale, culturelle, environnementale, géopolitique, spirituelle de notre avenir sont liées et forment système, c'est-à-dire interagissent de façon multiforme.

si ceux-ci continuent d'adopter un comportement irresponsable, les contradictions structurelles qui se développent actuellement continueront de déployer leurs effets destructeurs. Il souligne que le capitalisme est une économie politique, dans un cadre institutionnel et façonné par des choix politiques, et qu'il ne peut pas survivre sans les États-nations (l'État-nation et le capitalisme sont nés et se sont développés ensemble). Il évoque divers scénarios d'organisation institutionnelle possibles, estimant que l'émergence d'un capitalisme d'État de type chinois, avec davantage de régulation et de contrôle, est une hypothèse plausible.

Michael Mann est également favorable à une solution de type social-démocrate aux problèmes du capitalisme, mais il met en évidence la complexité des interrelations entre l'économie, la politique, la géopolitique, l'idéologie, la diversité régionale du monde contemporain. Cette complexité rend l'avenir très difficile à prévoir.

L'épuisement des capacités d'expansion des marchés

Jusqu'ici, la mondialisation s'est traduite par une expansion géographique des marchés, tant au niveau des marchés de produits que des marchés de main-d'œuvre. Ce phénomène fonctionne en tandem avec la création de nouveaux produits, c'est-à-dire de la soumission au marché de secteurs qui auparavant relevaient d'une autre logique. L'idéologie libérale interprète ce mécanisme en termes de modernisation ou de développement, à partir d'une théorisation des étapes du développement (Rostow). Mais aujourd'hui l'ensemble du monde est largement soumis à cette logique, et les dernières niches de main-d'œuvre quasi gratuite, dans les pays les plus pauvres du monde sont activement prospectées. (par exemple, certaines industries sont en train de quitter la Chine pour l'Éthiopie et la Somalie²). L'offensive actuelle contre les associations relève de ce phénomène, toujours d'une grande violence prédatrice.

La disparition du capitalisme pourrait selon Randall Collins être provoquée par la disparition de sa base politique et sociale au sein de la classe moyenne, faute de comprendre que les producteurs sont aussi les consommateurs. Cependant d'autres auteurs contestent ces conclusions. Pour Jean Gadrey, elles relèvent de la généralisation abusive d'une réalité qui s'applique à certains segments de l'activité économique. Il souligne qu'avec la généralisation des robots, la rentabilité n'est pas toujours au rendez-vous.

Collins souligne que les résistances pourront être violentes ou non-violentes, et interféreront avec d'autres thèmes qui ont une forte tonalité émotionnelle : la question religieuse, les questions de race, d'ethnicité, d'identité nationale, les scandales et les affaires de corruption, les controverses éthiques qui atteignent parfois le statut de guerre culturelle. Ces interactions sont d'autant plus fortes qu'elles sont de plus en plus mises en scène par les médias, car elles détournent l'attention de la dimension économique des problèmes. Cette superposition de motifs a souvent servi de base à des mobilisations réactionnaires s'opposant à la réforme du système, au nom de leur hostilité ethnique, religieuse ou autre. Cependant, à long terme, les contradictions structurelles continuent à produire leurs effets mêmes si elles sont ignorées pendant un certain temps. Pour lui, le problème n'est pas de savoir si la transition aura lieu, mais combien de temps elle mettra pour se faire.

Pour Michael Mann et Craig Calloun, au contraire, il est peu probable que les mécanismes endogènes de l'économie débouchent sur une crise mondiale du capitalisme. Ce qui leur semble plus plausible, c'est qu'une fois instauré une répartition plus équitable du pouvoir à l'échelle de la planète, la croissance économique mondiale commence à ralentir, annonçant peut-être une nouvelle ère où prévaudrait une économie capitaliste stable, prospère, mais à faible croissance. Une perspective globalement positive, même si cela peut s'accompagner de l'existence d'une minorité d'exclus rassemblant entre 10 et 20 % de la population. Il souligne aussi que l'histoire n'est jamais finie et qu'on pourra avoir des alternances entre plusieurs systèmes.

Le recul de la social-démocratie depuis 1968 et ses conséquences

Wallerstein souligne que mai 68 a été au plan des idées une véritable « révolution monde ». Elle s'est traduite par une remise en cause de la toute-puissance des idées sociale-démocrates, qui gouvernaient le monde

². Voir les nombreux articles « L'Éthiopie nouvelle eldorado... » de la bière (RFI^o <http://www.rfi.fr/emission/20140810-ethiopie-nouvel-eldorado-producteurs-biere/>), des industries textiles (La Tribune, <http://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/20130823trib000781416/l-ethiopie-nouvel-eldorado-des-industries-textiles-europeennes-.html>), de la chaussure chinoise (France-Info <http://www.franceinfo.fr/emission/cinq-jours-la-une/2013-2014/l-ethiopie-nouvel-eldorado-de-la-chaussure-chinoise-04-24-2014-07-15>)

depuis la 2^e guerre mondiale, et par le réveil des peuples et des minorités oubliées, en raison de leur race, de leur genre, de leur origine ethnique, de leur orientation sexuelle ou toute autre forme d'altérité.

Cette révolution a été un formidable succès politique même si les mouvements ont été réprimés avec succès, et si avec le temps nombre de leurs partisans ont renié leurs enthousiasmes de jeunesse. Mais elle a aussi été un formidable échec politique. En effet, la droite mondiale s'est elle aussi émancipée de toute attache avec le libéralisme centriste. Elle a profité de la stagnation de l'économie mondiale pour lancer une contre-offensive. Ce que nous appelons la mondialisation néolibérale est en fait très conservatrice. Il s'agit avant tout de reconquérir le terrain gagné par les couches populaires et les classes moyennes durant le siècle précédent. Cet essor de la réaction a culminé en 1989 avec le démantèlement de l'Union soviétique.

Cette offensive de la droite mondiale a été un grand succès. Elle a été également un grand échec. Les grands producteurs capitalistes ont délocalisé une bonne partie de leurs activités vers de nouvelles régions, qui ont paru se développer de façon significative. Mais malgré cela, le volume total d'accumulation du capital est resté limité, et les capitalistes ont été obligés de se tourner vers le secteur financier. Cette financiarisation est une caractéristique cyclique récurrente du système monde depuis 500 ans. A la plus forte phase d'expansion a succédé la plus grande frénésie spéculative de toute l'histoire du capitalisme (crise pétrolière, crise de la dette des pays du sud, OPA sauvages, poursuite à crédit de la croissance par l'extension indéfinie des endettements individuels, renflouement des banques par les Etats, programmes d'austérité,...).

Enfin, le déclin de l'hégémonie des États-Unis a été rendu irréversible par le fiasco politico-militaire du programme néoconservateur imposé entre 2000 et 2006 par l'administration de George Bush un alignement géopolitique et en cours, et l'incertitude se généralise. La conséquence financière la plus probable sera le déclin définitif du dollar américain en tant que monnaie de réserve mondiale, sans doute au profit de devises multiples, d'où une fluctuation constante des taux de change, également porteuse d'incertitudes.

Wallerstein souligne que cette incertitude entraîne de la confusion, de la colère, des rébellions contre les élites et surtout une peur aiguë. Cette vague d'anxiété encourage la recherche d'alternatives politiques inédites. Elle attise la recherche de boucs émissaires. Mais elle favorise aussi la possibilité de déconstruire les préjugés profondément enracinés sur le fonctionnement du système-monde moderne. Aux États-Unis, c'est ce qui différencie le Tea Party et le mouvement Occupy. En Europe, on peut opposer le Front National et Podemos.

Un des effets de cette situation est que les gouvernements cherchent désespérément à obtenir de l'argent à court terme, n'importe comment et à n'importe quel prix, d'où les partenariats public-privé, même si cela hypothèque l'avenir. Mais comme une politique protectionniste ne suffit pas à vaincre le chômage, ils sont également de plus en plus répressifs. Cette combinaison d'austérité, de répression et de recherche d'argent à court terme entraîne une aggravation générale de la situation mondiale. Le système est désormais entré dans une impasse, qui se traduira elle-même par des fluctuations de plus en plus erratiques et une incapacité de faire des prévisions, tant au niveau politique économique. On entre dans un cycle négatif.

L'éventualité de conflits armés

La crise capitaliste envisagée pour le milieu du XXI^e siècle risque fort pour Collins d'être accompagnée par des conflits armés [touchant les pays capitalistes, puisqu'ailleurs ils existent déjà]. Une révolution anticapitaliste enclenchée dans un pays donné pourrait entraîner une intervention extérieure visant à rétablir un régime pro capitaliste, ou bien une guerre civile interne exacerbée et alimentée par l'aide et l'intervention d'acteurs extérieurs. Un État post révolutionnaire agressif peut également être tenté de promouvoir l'exportation de sa révolution. Mais ce n'est pas une fatalité, il est également possible que la révolution ne soit pas suivie par des guerres.

La question est de savoir si ces conflits armés sauveront le capitalisme ou au contraire contribueront à sa perte. En général, les guerres sont un terrain fertile pour les révolutions, lorsque les dépenses militaires contribuent à la crise budgétaire de l'État. Une victoire militaire pro-capitaliste retarderait sans doute les évolutions, mais ne résoudrait pas la crise liée au chômage technologique massif. Elle ne peut que retarder les inévitables transformations.

Ces différents scénarios pourraient bien être invalidés par deux autres crises potentielles qui pourraient se révéler encore plus graves que les deux guerres mondiales : **la guerre nucléaire et le changement climatique.**

L'hypothèse d'un conflit nucléaire

La première menace globale est militaire. Jusqu'à présent, nous n'avons connu que deux confrontations à caractère potentiellement nucléaire, la première entre les États-Unis et les soviétiques, la seconde entre l'Inde et le Pakistan. Dans chacun des cas, la menace de destruction mutuelle était tellement évidente qu'ils y ont répondu par une logique de désescalade en bon ordre. La dissuasion nucléaire a fonctionné. Mais lorsqu'on aura plus de 2 puissances impliquées dans des conflits plus complexes, la solution ne sera pas aussi évidente. Ce sont justement des conflits multipolaires, encourageant certains acteurs à déchiffrer de façon erronée les intentions de leurs adversaires, qui ont déclenché les 2 guerres mondiales. Au Moyen-Orient, Israël a déjà des armes nucléaires, l'Iran est en voie de les obtenir, ce qui risque d'inciter d'autres puissances à les imiter. Il convient également de ne pas oublier le scénario dans lequel des terroristes s'empareraient d'un explosif nucléaire. Qui pourrait en prédire l'issue, vu que certains terroristes semblent être motivés par des objectifs supra mondains ? Leur idéologie semble être la plus dangereuse qui est jamais existée.

2. L'évolution de la crise écologique

La seconde crise systémique est en revanche tout à fait prévisible, à moins que des mesures extraordinaires ne soient prises pour l'éviter. Elle résume à elle seule le sens et les enjeux d'un changement global, car le combat écologique est indissociable de la lutte contre les inégalités, la critique des évolutions technologiques et le refus du recours au marché pour faire face au dérèglement climatique. La dégradation de notre environnement menace désormais l'avenir de l'humanité. Il s'agit à la fois de la disparition des espèces et de la biodiversité, de l'augmentation incontrôlée des déchets, des effets de la pollution et de l'artificialisation des conditions de vie sur la santé et les conditions de vie, du dérèglement climatique avec ses multiples conséquences.

Le dérèglement climatique déjà en cours, conduit à des catastrophes

Le dérèglement climatique est déjà perceptible, avec des conséquences importantes : augmentation des précipitations à l'est du continent américain, au nord de l'Europe et en Asie du Nord et centrale, augmentation des événements de fortes précipitations sur la planète. Sécheresses plus intenses et plus longues, notamment dans les régions tropicales subtropicales, dans le Sahel, en Méditerranée, en Afrique australe et en Asie du Sud. On observe d'ores et déjà le déplacement de nombreuses espèces animales et végétales. Les glaciers du Groenland et d'une partie de l'Antarctique fondent de plus en plus vite. Les sols gelés en permanence en Alaska, en Sibérie et en haute montagne deviennent instables, menaçant les infrastructures. Le niveau moyen de la mer s'est élevé de 17 cm au XXe siècle, avec une accélération depuis 1993. Ces conséquences sont déjà perceptibles en France : transgressions marines (Xynthia), érosion des plages, inondations urbaines, canicule en cours)

La poursuite de cette évolution conduit à des situations désastreuses d'ici la fin du siècle et encore plus dans les siècles suivants. Des pays entiers sont appelés à disparaître avec la montée des eaux, d'autres vont devenir désertiques, obligeant les populations à fuir. En France, la transgression marine condamne à terme de nombreuses villes du littoral, et peut conduire à la disparition de régions entières (Camargue, marais de l'Ouest, puis plaines côtières et basses vallées des grands fleuves très peuplés. Au niveau mondial, outre les risques de conflits liés à la lutte pour l'eau et l'espace, c'est toute l'économie la vie sociale de chacun des pays qui vont se transformer de façon incontrôlée, avec un fort risque d'accroissement des inégalités et de recul de la démocratie.

Les États les moins affectés, ceux des pays riches du Nord pourraient ériger des barrières contre le reste du monde et se retrancher dans une forme de « capitalisme forteresse », de « socialisme forteresse » ou de régime « éco fasciste ». On pourrait avoir des masses de réfugiés victimes de la famine. On pourrait voir se déclencher des guerres pour les ressources naturelles. Quel que soit le nom que nos descendants donneront à ces régimes, ils se caractériseront certainement par leur nocivité.

À cette menace globale il faut une réponse politique globale, politique, économique, sociale, philosophique et spirituelle³.

³ Nous employons le terme spiritualité dans son sens large de recherche du sens de l'action individuelle et collective, ou d'humanisme radical, qui peut impliquer la référence à une religion est un Dieu ou au contraire la rejeter. Il s'agit dans les deux cas d'éclairer le présent par l'espérance d'un futur désirable, et de chercher personnellement et collectivement les voies pour parvenir à un monde

Brève histoire des conférences climatiques, illustration de l'incapacité du politique actuel à concevoir le long terme

Le point de départ de la prise de conscience mondiale a été la conférence de Rio en 1990. Cette première réunion a eu lieu juste après la chute du mur. Beaucoup pensaient à un monde multipolaire. Cette conférence très importante a lancé un certain nombre de chantiers sur la désertification, et sur le changement climatique, sous le nom de COP. La conférence climatique de novembre prochain est donc la 21^e rencontre depuis Rio. Dans ces conférences, on mélange les questions techniques et les questions politiques. De nombreux groupes sont présents dans la négociation, représentants des peuples indigènes, Réseau Action Climat, les collectivités locales, etc. Le GIEC y joue un rôle important.

Au début, il y avait un principe de base : le changement de climat est global, mais les pays du Nord ont plus de responsabilités à la fois historique et par leurs émissions actuelles. Ceci a conduit à l'accord de Kyoto en 1997 (voir https://fr.wikipedia.org/wiki/Protocole_de_Kyoto) qui était insuffisant, mais comportait des obligations impératives pour les signataires. Pour cette raison, les USA n'ont pas signé cet accord, qui a surtout engagé l'Union européenne et le Japon.

Sans détailler le contenu de toutes les conférences, il faut parler de la conférence de Copenhague. Celle-ci a été un échec retentissant, puisque aucun accord n'a été signé. À Durban, lors de la conférence suivante, le système a été profondément transformé. On ne cherche plus un accord global et impératif, mais des engagements des États, en espérant que l'addition des engagements aboutira à un résultat positif. Mais les engagements ne font pas partie de la négociation. La négociation porte sur des mécanismes, des calendriers, mais pas sur l'essentiel. Chaque pays publie, avant la conférence, ses engagements de réduction de gaz à effet de serre d'ici 2030. Mais ceux-ci sont très insuffisants pour parvenir à un accroissement de 2°C d'ici la fin du siècle. Par exemple, le Japon ne s'engage que sur 26 % de réduction contre 26 à 28 % pour les États-Unis et 40 % pour l'Union européenne. De plus, le Japon a choisi 2013 comme année de référence, alors qu'après Fukushima il a eu massivement recours au charbon pour compenser l'arrêt des centrales. On assiste donc à une sorte de course au dumping climatique, et aucun pays n'ose critiquer les autres de peur des critiques en retour⁴.

Le pré rapport de la conférence climatique est tout aussi décevant. Dans les 87 pages de ce document, les mots « énergies renouvelables » ne sont cités que 2 fois, « énergies fossiles » une fois. On ne parle pas de l'essentiel. Face à cette situation ce sont des organismes peu suspects de surenchère qui tire la sonnette d'alarme. Le FMI explique que les subventions aux énergies fossiles augmentent de 160 000 \$ par minute.

Sur 20 ans, les États ont reculé sous la triple pression de leurs contraintes à court terme, des lobbys économiques et financiers qui se moquent de l'intérêt général, mais aussi des citoyens, conditionnés en permanence pour se créer de nouveaux besoins. C'est pourquoi « il faut changer le système, pas le climat ». Et changer nous-mêmes de modes de vie et de consommation.

Le rôle central de la mobilisation au niveau mondial, national et local

Face à cette évolution, il devient clair aujourd'hui que les choses ne se joueront pas uniquement au sein des négociations internationales. Le rôle des mobilisations au niveau mondial, national et local est central pour obtenir des changements.

La mobilisation des citoyens et des associations devient un élément central dans la recherche des solutions.

Dans l'immédiat, dans le cadre de la conférence actuelle il est nécessaire de faire pression sur les dirigeants, afin qu'ils renforcent leurs engagements, et qu'ils parviennent à un accord qui soit porteur d'une nouvelle dynamique. Par « dirigeants » nous entendons à la fois les états, les collectivités et les instances internationales. Cela est nécessaire mais pas suffisant. Même le meilleur accord ne résoudra pas tout, car les citoyens détiennent une part de la solution à travers leurs comportements. Il est donc nécessaire d'une part de se regrouper pour agir au niveau mondial, d'autre part de faire dans la durée un travail d'éducation populaire en donnant aux citoyens des clés pour agir. Une bataille d'idées doit se développer, y compris au sein des populations des pays développés.

pleinement humain avec la recherche active d'une cohérence personnelle entre ses convictions et ses actes. La philosophie cherche à comprendre, la spiritualité veut aussi donner des indications pour agir.

⁴ Voir <http://www.novethic.fr/empreinte-terre/climat/isr-rse/cop-21-les-engagements-du-japon-ne-sont-pas-a-la-hauteur-de-l-urgence-climatique-143379.html>

Un cycle de mobilisation s'est engagé au niveau mondial, avec en particulier la Marche du peuple pour le climat qui a rassemblé 300 000 personnes à New York. On assiste à des campagnes de la société civile pour exiger que les entreprises et les banques mettent fin aux investissements dans les énergies fossiles. Le fonds souverain de Norvège, qui est le premier fonds d'investissement mondial, a décidé de mettre fin à ses investissements dans le charbon. En France, la campagne des Amis de la Terre a conduit GDF-Suez à se retirer de Thamabetsi, projets de centrales à charbon en Afrique du Sud.

L'émergence de mouvements alternatifs. Beaucoup d'événements construisent des alternatives, comme Alternatiba, qui est un mouvement de masse tout à fait nouveau. On estime que d'ici décembre, 500 000 personnes auront participé aux différentes manifestations, ces dynamiques ouvrent des possibilités d'action avec les collectivités locales. Des partenariats nouveaux se révèlent possibles. Ceci montre que l'action entreprise par le CAC peut trouver une résonance avec nouvelles relations entre associations et collectivités sur les questions climatiques.

3. Trois combats politiques majeurs

Changer le cœur du système capitaliste, c'est-à-dire l'accumulation sans fin du capital

Le premier combat concerne le cœur du système capitaliste, parce que c'est aujourd'hui le mode de production dominant au niveau mondial. À son apogée, le socialisme était tout aussi destructeur de l'environnement. Il faut déconnecter la société de la logique implacable du profit. Pour cela plusieurs orientations, contradictoires, sont avancées.

Certains (Michael Mann) proposent des mesures de régulation visant à discipliner le monde des affaires à travers des formes de régulation et de contrôle centralisé, ou bien par une imposition du Sud et ressources consommées par les entreprises. Étant donné que de nombreuses industries ne produisent pas avec un très haut niveau d'émission, il n'y a pas de raison que les capitalistes soient tous unis dans l'opposition à ces mesures. Une telle politique pourrait au contraire inaugurer une nouvelle phase de destruction créatrice, où les technologies à faible émission de carbone engendreraient des profits et de nouveaux emplois. Certains entrepreneurs misent déjà sur une telle évolution et investissent dans les carburants alternatifs, la préservation des forêts des zones humides et autres innovations écologiques. À noter que 2000 chefs d'entreprise, réunis à l'Unesco le 22 mai, se sont prononcés pour la suppression totale des aides aux extractions fossiles.

D'autres estiment que le système capitaliste, défini comme la recherche persistante de l'accumulation sans fin du capital, n'est pas compatible avec l'émergence d'un système où la coopération devient centrale par rapport à la concurrence, et où la lutte contre les inégalités est considérée comme l'une des conditions de la survie de l'humanité. Dans cette optique, il faut inventer quelque chose de radicalement différent, en s'appuyant sur l'émergence de pratiques alternatives, qui ne sera ni le capitalisme ni le socialisme bureaucratique des pays de l'Est, mais des alternatives et une institutionnalisation des expériences de fraternité partagée qui se multiplient sur le terrain.

Amorcer la transition écologique

Pour amorcer la transition écologique, une réorientation d'ensemble de l'action publique est nécessaire aux différents niveaux, local, national, international.

Au niveau local, des expériences en cours montrent le chemin. La Biovallée (Drôme), associe tous les acteurs et tous les partenaires de 4 communautés de communes pour le développement durable, avec des moyens assez importants et des objectifs ambitieux, notamment : atteindre 50 % d'agriculteurs certifiés Agriculture Biologique dans les 3 ans, faire sortir de terre 15 éco-quartiers, stopper net l'artificialisation de la zone, diviser par quatre les consommations énergétiques de chaque habitant, assurer l'autonomie énergétique du territoire d'ici à 2020. Le projet a été co-construit avec les habitants et les associations. Trois ans après le démarrage les premiers résultats sont déjà visibles.

Au niveau national et international, l'adoption de nouvelles règles et l'émergence de nouvelles institutions sont nécessaires, en les dotant de pouvoirs contraignants. Les solutions passent par la remise en cause du capitalisme (mais à son apogée le socialisme d'État était tout aussi destructeur de l'environnement), de l'État-

nation, avec son obsession de la croissance et le raisonnement à court terme des élites politiques soumises au rythme électoral, et du consumérisme. Les gens estiment qu'ils ont le droit d'exiger toujours plus de croissance afin de consommer toujours plus. Les trois grandes inventions de la modernité : le capitalisme, l'État-nation et le droit des citoyens sont coresponsables de la crise de l'environnement.

Il est nécessaire d'imposer des règles pour contrecarrer la « citoyenneté consumériste » par laquelle que les gens estiment qu'ils ont le droit d'exiger toujours plus de croissance économique afin de consommer plus. Les citoyens ordinaires ne pourront pas éviter la catastrophe sans changer leur mode de vie, mais la catastrophe paraît aujourd'hui abstraite et lointaine, jusqu'au jour où elle aura lieu. Bien peu ont conscience d'être coresponsables de la crise de l'environnement. Dans l'encyclique qu'il vient de publier, le pape François ne dit pas autre chose quand il critique « la consommation compulsive des pays riches, leur culture des déchets et leurs difficultés à reconnaître les conséquences environnementales de leur choix. Ses conséquences, ce sont les plus pauvres, les pays comme les individus, qui les subissent. Une vraie approche écologique est toujours une approche sociale, prenant en compte les droits fondamentaux des plus désavantagés ».

Cela implique également une modification radicale du mode de contrôle et d'élaboration des normes. Jean Gadrey estime que l'agriculture biologique se traduira par un accroissement de 30 à 40 % de l'emploi agricole. Pour l'instant, l'introduction de technologies énergétiques alternatives ne se traduit pas par une création nette d'emplois, mais cela pourrait changer s'ils deviennent la norme. Cela suppose un certain nombre de conditions : un rythme rapide des innovations, une progression rapide des économies d'échelle, mise en œuvre de politiques vertes de nature similaire à l'échelle internationale, ce quoi il faut sans doute ajouter l'adoption de dispositifs protectionnistes reposant sur des taxes d'importation ou autres mesures afin de favoriser les productions locales. Si on taxe le flux total des ressources non renouvelables au lieu d'imposer le capital de travail en général, comme c'est le cas actuellement, cela constituera une incitation à l'embauche. La prochaine vague de destruction créatrice pourrait reposer sur des technologies alternatives, et nul doute que l'industrie des combustibles fossiles et l'automobile seront les premières victimes de ce processus de destruction.

Combattre l'obsession de la croissance

Il faut combattre aussi l'obsession de la croissance qui caractérise la plupart des États-nations. Ces États mesurent leur succès à l'aune de la croissance du PIB, alors que celle-ci augmente la dégradation de l'environnement. Cela implique de réduire le pouvoir des élites politiques qui estiment n'être à même de préserver leur position qu'en promouvant la croissance à court terme entre deux élections. Un régime à faible émission de carbone aurait pour effet à court terme une diminution de la croissance, tout en la stimulant à long terme. Le problème, c'est que le long terme n'intéresse guère ni les politiciens ni l'électorat.

En outre, ces derniers vivent encore à l'époque de l'État-nation souverain. Pourtant, toute forme de réglementation aura nécessairement un caractère supranational et passera par des accords intergouvernementaux qui limiteront fortement la marge de manœuvre autonome des États-nations isolés. Peut-être une Union européenne réorientée, reposant sur d'autres traités accordant la priorité aux droits fondamentaux et à la responsabilité de l'Europe par rapport au droit de la concurrence pourrait aider le reste du monde à franchir l'obstacle, étant donné qu'elle a déjà fait dans d'autres domaines.

4. Retrouver le sens de l'action collective

La bataille essentielle de l'émancipation

Depuis trois décennies, la publicité et les médias dominants font un travail continu de formatage des esprits dès la petite enfance avec l'objectif explicite d'en faire des individus atomisés, désespérés de tout changement social, centrés sur leur intérêt, en guerre les uns contre les autres. L'école n'est pas en reste. Face à cette propagande on observe deux mouvements contradictoires :

- Nous sommes dans des situations d'aliénation, où la plupart des gens sont conditionnés par la vision d'eux mêmes que leur impose la société⁵. Ils portent cette vision en eux mêmes alors qu'elle leur est étrangère. Ils ne subissent pas des situations d'oppression physique. Mais il s'agit quand même d'une oppression, plus ou moins librement consentie, presque toujours subie, d'une barbarie douce. Nous sommes tous imprégnés par un bain culturel, comme par une tabagie passive. Le néolibéralisme a fait dans les consciences un chemin extraordinaire depuis 30 ans.

- Cependant, des centaines de milliers d'actions citoyennes montrent qu'il est possible dès aujourd'hui non seulement de résister, mais aussi de construire une société à visage humain, participative, durable et solidaire. Cela va des initiatives individuelles de solidarité aux actions associatives de terrain et à des grandes manifestations d'envergure. En France, le mouvement d'Alternatiba s'appuie sur la multiplicité des actions associatives et citoyenne déjà engagées. Des manifestations comme celles du 11 janvier montrent la capacité de mobilisation des citoyens de toutes appartenances politiques, syndicales, philosophiques et religieuses quand ils ressentent un danger pour la paix ou la démocratie. Les formes participatives d'action locale et de solidarité montrent aussi que la mobilisation autour d'un projet partagé est source de dynamiques et de renouveau de la conscience collective.

Il est essentiel de gagner la bataille de l'émancipation si l'on veut aller vers une société plus humaine, en allant au-delà du cercle des convaincus. L'objectif n'est pas d'abord de transmettre des connaissances à des gens qui n'en auraient pas, ni de fournir des recettes et des outils à des personnes qui les absorberaient comme des buvards, mais de favoriser une émancipation des personnes, de permettre à chacun d'agir solidairement, de passer de l'état de "consciencés dominés" à celui de "consciencés libérés"⁶. de retrouver une qualité de sujets libres (et non d'objets). Il s'agit de redonner un contenu réel aux mots liberté, égalité et fraternité. L'oppression ne touche pas que les pauvres, mais concerne toute la société. Il faut apprendre à chacun à se libérer d'attitudes de dominant ou de dominé. Pour certains cela veut dire reconnaître ses propres capacités, oser penser par soi-même. Pour d'autres, qui croient tout savoir, cela veut dire apprendre à écouter, à respecter les autres et à ne pas se croire porteur de la connaissance ou du salut du monde. Il faut désaliéner les pauvres et les riches, c'est à dire d'abord nous désaliéner nous mêmes.

La nécessité d'une réflexion éthique sur la responsabilité collective, l'espérance et la transition écologique

Une controverse du XXe siècle nous concerne encore. Dans les années 30 Ernst Bloch publiait « le principe espérance » dans lequel il affirmait sa confiance dans la venue d'une vie meilleure et d'une société nouvelle, notamment grâce au progrès technique. Vingt ans plus tard, après Hiroshima, Hans Jonas publiait « Le principe responsabilité », dans lequel il montrait la nécessité d'une éthique de la prévision en rapport avec les pouvoirs de l'homme sur la nature et sur lui-même, à travers un impératif « agis de façon que les effets de ton action incompatible avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre ». Il réfutait l'utopie comme un rêve de l'avenir qui sacrifierait le présent et plaiderait au contraire pour une responsabilité qui prenne en compte pleinement le présent. Ces deux philosophes ont été opposés, mais l'espérance d'une société pleinement humaine est comme un phare qui nous guide sur notre chemin, et c'est dans l'exercice de la responsabilité qu'on peut se donner les moyens de l'espérance⁷. Nous avons le pouvoir de réconcilier l'espérance et la responsabilité.

⁵ Le budget de la publicité (2 500 milliards par an) est supérieur à celui de l'État. Les principales chaînes de télévision et aujourd'hui 75% de l'édition des livres sont entre les mains de firmes d'armement ou de BTP

⁶ cf. *Paulo Freire* : Pédagogie des opprimés, Ed La Découverte, p 9

⁷ Jean Chesneaux « habiter le temps » (Bayard, octobre 1996) qui fait une comparaison éclairante entre les 2 philosophes

Il reste ensuite à préciser ce qu'on espère. L'espérance se limite-t-elle à la transformation sociale, conçue comme le remplacement des oppresseurs par les opprimés, où vise-t-elle à instituer d'autres rapports humains avec une autre hiérarchie des valeurs et des biens désirables ? C'est toute la réflexion sur les « communs » qui reste à mener.

Les forums sociaux mondiaux ont abondamment débattu des questions de valeur et de sens de l'action collective, avec des échanges qui prenaient en compte des diversités des situations et les cultures.

La récente encyclique du pape François sur l'écologie se situe dans la même éthique de responsabilité et d'espérance. Il constitue une étape importante, que l'on soit ou non membre de l'église catholique. Ce texte est porteur d'un constat ferme des responsabilités humaines dans le changement climatique, d'une remise en cause du système économique de la croissance. Il établit une forte liaison entre les combats écologiques et la lutte contre la pauvreté et les inégalités « *le réchauffement causé par l'énorme consommation de quelques pays riches a des répercussions sur les endroits les plus pauvres de la terre, spécialement en Afrique* ». Les pays du Nord sont invités à dépasser leurs propres intérêts économiques : « *il est condamnable que les négociations internationales ne puissent pas progresser de manière significative à cause de la position de pays qui privilégient leurs intérêts nationaux plutôt que le bien commun* ». Il souhaite la création d'une autorité mondiale chargée de la lutte contre la réduction de la pollution et pour le développement des pays et régions pauvres.

Des petits groupes d'échanges dans la durée

Mais ces interrogations concernent aussi chaque citoyen. Le répertoire de l'écologie au quotidien propose dans sa conclusion de susciter des groupes d'échanges dans la durée pour aider chacun à agir en cohérence avec ses convictions. Cette proposition ne se limite pas à l'écologie. De tout temps, les grandes transformations sociales, politiques, spirituelles se sont développées à partir de petits groupes d'hommes et de femmes qui se sont rassemblés pour mettre en accord leurs pratiques et leurs idées. Les exemples sont multiples : loges maçonniques, cellules du PC, groupes de développement d'agriculteurs, communautés de base en Amérique latine, mouvements de jeunes, etc. Ceux qui aspirent à un monde plus humain peuvent difficilement le faire seuls. Il s'agit en effet d'inventer le monde de demain, un monde plus humain. Et celui-ci ne sera ni le retour au passé, ni la prolongation des tendances mortifères qui dominent aujourd'hui. C'est à partir des pratiques de chacun que nous pourrions l'inventer.